

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième cham-bre, saisi par le Ministre des Pensions, le 25 juin 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur "un projet de loi relatif aux "Dispositions concernant le régime de pension de retraite du personnel de l'enseignement"", a donné le 27 juin 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 juni 1991 door de Minister van Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over "een ontwerp van wet betreffende "bepalingen betreffende het stelsel der rustpensioenen van het personeel van het onderwijs"", heeft op 27 juni 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES.

1. Le Conseil est actuellement saisi de nombreux projets de lois, de décrets, d'ordonnances et d'arrêtés pour lesquels l'urgence est également invoquée. Il ne peut donc, en raison du bref délai qui lui est imparti, consacrer à l'examen du projet le temps qui serait nécessaire et doit se limiter à formuler les observations suivantes.

2. Les dispositions du projet doivent, selon la lettre de demande d'avis, être insérées dans le projet de loi portant des dispositions sociales et diverses. Cette façon de procéder appelle la critique qui a été faite au sujet de ce projet de loi, en particulier en raison de l'importance de la matière réglée par le projet qui tend, selon l'exposé des motifs, à permettre l'entrée en vigueur effective de l'article 40 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Au sujet de l'article 16 du projet, le commentaire qui est fait de cette disposition dans l'exposé des motifs indique que :

.../...

"Cet article abroge un certain nombre de dispositions légales ou réglementaires qui, soit sont devenues superflues en raison des nouvelles dispositions reprises dans le présent chapitre, soit sont en contradiction avec celles-ci".

Interrogé spécialement au sujet de l'article 16, 16E, du projet, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

"Cette disposition prévoit l'abrogation de l'article 40 de la loi du 29 mai 1959 qui stipulait que tout membre du personnel admis aux subventions-traitements peut faire valoir ses droits à une pension à charge du Trésor public dans les mêmes conditions que celles prévues pour le personnel de l'enseignement de l'Etat.

Les règles prévues par le projet ne sont pas totalement identiques pour l'enseignement libre et l'enseignement communautaire, notamment en ce qui concerne la pension attachée à l'exercice de certaines fonctions accessoires.

Même si l'article 40 de la loi du 29 mai 1959 n'avait pas été explicitement abrogé, il n'aurait plus été possible d'invoquer cette disposition en vue d'exiger un traitement identique pour une fonction accessoire exercée dans l'enseignement libre et dans l'enseignement de l'Etat. En effet, le présent projet constitue une norme juridique du même niveau que la loi du 29 mai 1959 mais postérieure à celle-ci, avec la conséquence que l'article 40 aurait dû en toute hypothèse être considéré comme ayant été tacitement abrogé par la nouvelle loi".

Selon l'article 17, § 4, de la Constitution :

.../...

"Tous les ... membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret. La loi et le décret prennent en compte les différences objectives, notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur, qui justifient un traitement approprié".

Ni la réponse du fonctionnaire délégué, ni l'exposé des motifs ne précisent les différences objectives qui pourraient justifier un traitement différent suivant qu'il s'agit de pensions accordées aux membres du personnel de l'enseignement des Communautés ou de pensions accordées aux membres du personnel de l'enseignement subventionné.

Il s'ensuit qu'en l'absence de différences objectives, la modification ou l'abrogation de l'article 40 de la loi du 29 mai 1959 précitée serait inconstitutionnelle et que les règles qui créeraient une différence entre l'enseignement officiel et l'enseignement subventionné devraient être soit omises, soit spécialement justifiées.

2. Aux termes du dernier alinéa de la partie générale de l'exposé des motifs, le regroupement des différentes dispositions légales relatives aux pensions à charge du Trésor public accordées au personnel de l'enseignement "n'apporte aucune modification fondamentale aux dispositions existantes, de sorte qu'il ne sera pas porté atteinte aux droits individuels des personnes concernées".

Interrogé au sujet de cette affirmation, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

.../...

"La philosophie générale du projet tend à ne pas porter atteinte aux droits individuels des personnes concernées.

Par ailleurs, l'intention du législateur est d'aboutir à un système plus simple et plus cohérent. Il est vrai que le nouveau système peut pour des services prestés après le 1er janvier 1992 mais dans un nombre très limité de cas particuliers, procurer un avantage légèrement moins favorable que les dispositions antérieures. Il se peut également que dans quelques situations particulières et peu nombreuses, il n'y ait plus de droit à pension à charge du Trésor public. Cela ne justifie toutefois pas l'insertion d'une clause de garantie générale, étant donné qu'elle irait complètement à l'encontre du but poursuivi".

Il convient que ces explications soient reproduites dans l'exposé des motifs et surtout d'y faire apparaître la mesure des exceptions au principe affirmé par ailleurs de manière générale.

3. La réorganisation du régime de pension de retraite du personnel de l'enseignement aura des répercussions financières sur le budget de l'Etat, sur celui des provinces et, dans une moindre mesure, sur celui des communes. Les répercussions prévisibles devraient être annoncées dans l'exposé des motifs et ne pas apparaître seulement dans les budgets à venir, qui ne pourront qu'enregistrer les conséquences des modifications législatives envisagées.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.Article 1er.

Suivant l'alinéa 2,

"Pour l'application de l'alinéa 1er, est assimilée à une nomination à titre définitif, celle considérée comme telle en vertu d'une décision de l'Exécutif communautaire compétent. Les assimilations effectuées avant le 1er janvier 1992 par le Ministre de l'Education nationale restent valables pour autant que l'Exécutif communautaire compétent n'en décide pas autrement".

Interrogé sur la portée de cette disposition, le fonctionnaire l'a expliquée comme suit :

"Certaines dispositions légales et réglementaires prévoient que l'agrément de la nomination équivaut à la nomination à titre définitif requise pour le personnel des établissements d'enseignement de l'Etat. (Arrêté royal du 13 février 1968, loi du 26 mars 1969).

Avant la communautarisation de l'enseignement, les assimilations étaient effectuées par le Ministre de l'Education nationale. A partir du 1er janvier 1989, ce sont les Communautés qui sont devenues compétentes en matière d'enseignement. Les assimilations étant faites au 1er janvier d'une année déterminée pour l'année précédente, se posait éventuellement un problème de compétence en ce qui concerne les assimilations effectuées le 1er janvier 1990 pour l'année 1989. Plus précisément, se posait la question de savoir si le Ministre de l'Education nationale n'avait pas conservé une certaine compétence *ratione temporis* pour les assimilations faites le 1er janvier 1990. C'est la raison pour laquelle l'article 1er, alinéa 2, du projet fait référence au 1er janvier 1992, non pas en raison d'une éventuelle compétence, restée nationale, mais parce qu'il s'agit de la date d'entrée en vigueur du projet.

.../...

La dernière phrase de l'article 1er se justifie par le fait que depuis le 1er janvier 1989, ce sont les Communautés qui sont devenues compétentes en matière d'assimilations. Rien ne s'oppose par conséquent à ce que celles-ci décident, à partir de cette date, de mettre fin pour l'avenir à certaines assimilations effectuées antérieurement par le Ministre de l'Education nationale. Dès lors, d'un point de vue purement technique, l'Administration des pensions n'a pas d'objection à une suppression éventuelle de la dernière phrase de l'article 1er".

Ces explications ne sont pas de nature à justifier le pouvoir attribué au législateur ordinaire de fixer les limites dans le temps de l'exercice des compétences respectives des autorités nationales et des autorités des Communautés.

Il n'appartient pas davantage au législateur national de régler le retrait, par une autorité communautaire, d'une assimilation décidée par l'autorité nationale.

En conséquence, il est proposé de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Pour l'application de l'alinéa 1er, est assimilée à une nomination à titre définitif, celle considérée comme telle en vertu d'une décision du Ministre de l'Education nationale ou de l'autorité compétente des Communautés".

.../...

Article 2.

1. A la fin de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire :
"... sous réserve de l'application des dispositions particulières contenues dans ...(1)".

2. Les alinéas 3 et 4 doivent être intervertis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. Les dispositions de l'article 3 ne sont pas nécessairement applicables, à l'heure actuelle, à toutes les personnes visées par le régime de pension que la loi en projet tend à mettre en place. Il en est ainsi, par exemple, des membres de l'enseignement de certaines écoles provinciales et de certaines écoles qui dépendent de Centres publics d'aide sociale.

Mieux vaut, dès lors écrire "Sont applicables aux personnes visées à l'article 1er :".

(1) En ce qui concerne la référence au "présent chapitre", il y a lieu de tenir compte du fait que le projet sera inséré dans le projet de loi portant des dispositions sociales et diverses.

2. Au 5E, il faut écrire en français "l'article 11" au lieu de "article 11".

Article 4.

Compte tenu des difficultés de preuve évoquées dans l'alinéa 4, que le Roi est chargé de résoudre, il conviendrait que les membres du personnel soient, à l'avenir, tenus au courant de leur admission à la subvention-traitement.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 4 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Selon l'article 5,

"Pour l'établissement du traitement moyen qui sert de base au calcul de la pension des agents visés à l'article 1er, alinéa 1er, 2E, seule la partie de la subvention-traitement qui correspond au traitement barémique est prise en compte".

L'alinéa 2 du commentaire consacré à cet article dans l'exposé des motifs précise que :

.../...

"... dans l'hypothèse où en raison d'une situation spécifique le traitement barémique lié à la fonction est inférieur à celui réglementairement pris en compte pour la détermination de la subvention-traitement, c'est ce dernier qui servira de base pour le calcul de la pension".

Cette précision semble en contradiction avec le texte du projet. Le fonctionnaire délégué en convient et est d'accord de modifier ce passage de l'exposé des motifs afin de le remplacer par un texte plus clair.

Article 6.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Aux alinéas 1er et 2, il convient d'omettre le mot "précitée" après la mention de la loi du 14 avril 1965.

La même observation vaut pour l'article 12.

De plus, le texte serait plus clair si l'alinéa 1er était scindé en deux phrases.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 8.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13.

Le mot "précitée" figurant après les mots "du 21 juillet 1844" doit être omis.

Le texte néerlandais de la disposition en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15.

1. Les 1E et 2E qui introduisent les alinéas doivent être omis.

2. Au début de chaque alinéa, il convient d'écrire en français "Dans" au lieu de "A".

.../...

Article 16.

Au 1E, il convient d'écrire :

"... par les lois des 31 mars 1884 et 21 mai 1991".

Au 3E, il convient d'écrire :

"... par les lois des 31 mars 1884, 8 avril 1884, 3 juin 1920, 22 janvier 1931 et 21 mai 1991".

3. Au 5E, il suffit d'indiquer les modifications apportées aux articles 1er, 2 et 4; il faut donc écrire :

"5Eles articles 1er, 2 et 4 de la loi du 18 mai 1912 sur ..., modifiés par les lois des 11 juillet 1969 et 21 mai 1991;".

4. Au 9E, la mention, parmi les dispositions modificatives, de la loi du 11 juillet 1969 doit être omise.

5. En ce qui concerne le 16E, il y a lieu de se reporter à l'observation générale nE 1.

.../...

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Bij de Raad van State zijn thans vele ontwerpen van wet, decreet, ordonnantie en besluit aanhangig waarvoor eveneens de dringende noodzakelijkheid wordt aangevoerd. Wegens de korte termijn die hem is toegemeten, kan de Raad dus aan het onderzoek van het ontwerp niet de tijd besteden die nodig zou zijn en moet hij zich ertoe beperken de volgende opmerkingen te maken.

2. De bepalingen van het ontwerp moeten volgens de brief met de adviesaanvraag worden ingevoegd in het ontwerp van wet houdende sociale en diverse bepalingen. Bij die werkwijze moet de kritiek worden herhaald die bij dat ontwerp van wet is geformuleerd, vooral wegens het belang van de aangelegenheid die wordt geregeld door het ontwerp, dat volgens de memorie van toelichting tot doel heeft de effectieve inwerkingtreding mogelijk te maken van artikel 40 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. In de commentaar die in de memorie van toelichting wordt gegeven bij het bepaalde in artikel 16 van het ontwerp, staat te lezen :

"Dit artikel heft een aantal wettelijke of reglementaire bepalingen op die overbodig geworden zijn door de in dit

.../...

hoofdstuk opgenomen nieuwe beschikkingen of die ermee strijdig zijn".

In het bijzonder om uitleg gevraagd over artikel 16, 16E, van het ontwerp, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"Cette disposition prévoit l'abrogation de l'article 40 de la loi du 29 mai 1959 qui stipulait que tout membre du personnel admis aux subventions-traitements peut faire valoir ses droits à une pension à charge du Trésor public dans les mêmes conditions que celles prévues pour le personnel de l'enseignement de l'Etat.

Les règles prévues par le projet ne sont pas totalement identiques pour l'enseignement libre et l'enseignement communautaire, notamment en ce qui concerne la pension attachée à l'exercice de certaines fonctions accessoires.

Même si l'article 40 de la loi du 29 mai 1959 n'avait pas été explicitement abrogé, il n'aurait plus été possible d'invoquer cette disposition en vue d'exiger un traitement identique pour une fonction accessoire exercée dans l'enseignement libre et dans l'enseignement de l'Etat. En effet, le présent projet constitue une norme juridique du même niveau que la loi du 29 mai 1959 mais postérieure à celle-ci, avec la conséquence que l'article 40 aurait dû en toute hypothèse être considéré comme ayant été tacitement abrogé par la nouvelle loi".

Artikel 17, § 4, van de Grondwet bepaalt :

"Alle ... personeelsleden en onderwijsinstellingen zijn gelijk voor de wet of het decreet. De wet en het decreet houden rekening met objectieve verschillen, waaronder de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht, die een aangepaste behandeling verantwoorden".

Noch in het antwoord van de gemachtigde ambtenaar, noch in de memorie van toelichting worden de objectieve verschillen aangegeven die een verschillende behandeling zouden

.../...

kunnen verantwoorden naargelang het gaat om pensioenen toegekend aan de personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs of om pensioenen toegekend aan de personeelsleden van het gesubsidieerde onderwijs.

Daaruit volgt dat de wijziging of de opheffing van artikel 40 van de bovengenoemde wet van 29 mei 1959 bij gebrek aan objectieve verschillen ongrondwettig zou zijn en dat de voorschriften die een verschil zouden maken tussen het officiële onderwijs en het gesubsidieerde onderwijs ofwel moeten vervallen, ofwel speciaal moeten worden verantwoord.

2. Luidens het laatste lid van het algemene gedeelte van de memorie van toelichting brengt de hergroepering van de verschillende wetsbepalingen betreffende de onderwijspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist "geen enkele fundamentele wijziging aan in de bestaande bepalingen zodat niet geraakt zal worden aan de individuele rechten van de betrokkenen".

Om uitleg gevraagd over die bewering heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"La philosophie générale du projet tend à ne pas porter atteinte aux droits individuels des personnes concernées.

Par ailleurs, l'intention du législateur est d'aboutir à un système plus simple et plus cohérent. Il est vrai que le nouveau système peut pour des services prestés après le 1er janvier 1992 mais dans un nombre très limité de cas particuliers, procurer un avantage légèrement moins favorable que les dispositions antérieures. Il se peut également que dans quelques situations particulières et peu nombreuses, il n'y ait plus de droit à pension à charge du Trésor public. Cela ne justifie toutefois pas

.../...

l'insertion d'une clause de ga-rantie générale, étant donné qu'elle irait complètement à l'encontre du but poursuivi".

Het is nodig dat die uitleg in de memorie van toelichting wordt opgenomen en vooral dat daarin de draagwijdte duidelijk wordt gemaakt van de uitzonderingen op het overigens algemeen gestelde beginsel.

3. De reorganisatie van de rustpensioenregeling van het onderwijspersoneel zal financiële gevolgen hebben voor de Rijksbegroting, voor de begroting van de provincies en, in mindere mate, voor die van de gemeenten. De te voorziene gevolgen zouden in de memorie van toelichting moeten worden aangekondigd en niet louter mogen blijken in de komende begrotingen, waarin de gevolgen van de geplande wetswijzigingen slechts zullen kunnen worden vastgesteld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

Het tweede lid bepaalt :

"Voor de toepassing van het eerste lid wordt met een benoeming in vast verband gelijkgesteld, de benoeming die als zodanig wordt beschouwd krachtens een beslissing van de bevoegde Gemeenschapsexecutieve. De vo, 'o, 'r 1 januari 1992 door de Minister van Nationale Opvoeding doorgevoerde gelijkstellingen blijven geldig, behoudens andersluidende beslissing van de bevoegde Gemeenschapsexecutieve".

.../...

Gevraagd naar de strekking van die bepaling, heeft de ambtenaar de volgende uitleg gegeven :

"Certaines dispositions légales et réglementaires prévoient que l'agrément de la nomination équivaut à la nomination à titre définitif requise pour le personnel des établissements d'enseignement de l'Etat. (Arrêté royal du 13 février 1968, loi du 26 mars 1969).

Avant la communautarisation de l'enseignement, les assimilations étaient effectuées par le Ministre de l'Education nationale. A partir du 1er janvier 1989, ce sont les Communautés qui sont devenues compétentes en matière d'enseignement. Les assimilations étant faites au 1er janvier d'une année déterminée pour l'année précédente, se posait éventuellement un problème de compétence en ce qui concerne les assimilations effectuées le 1er janvier 1990 pour l'année 1989. Plus précisément, se posait la question de savoir si le Ministre de l'Education nationale n'avait pas conservé une certaine compétence *ratione temporis* pour les assimilations faites le 1er janvier 1990. C'est la raison pour laquelle l'article 1er, alinéa 2, du projet fait référence au 1er janvier 1992, non pas en raison d'une éventuelle compétence, restée nationale, mais parce qu'il s'agit de la date d'entrée en vigueur du projet.

La dernière phrase de l'article 1er se justifie par le fait que depuis le 1er janvier 1989, ce sont les Communautés qui sont devenues compétentes en matière d'assimilations. Rien ne s'oppose par conséquent à ce que celles-ci décident, à partir de cette date, de mettre fin pour l'avenir à certaines assimilations effectuées antérieurement par le Ministre de l'Education nationale. Dès lors, d'un point de vue purement technique, l'Administration des pensions n'a pas d'objection à une suppression éventuelle de la dernière phrase de l'article 1er".

Die uitleg is niet van die aard dat ze een wettiging kan zijn van de aan de gewone wetgever verleende bevoegdheid om de tijdslimieten te bepalen van de uitoefening van de

.../...

respectieve bevoegdheden van de nationale overheden en de Gemeenschapsoverheden.

Het is evenmin de taak van de nationale wetgever om te regelen dat een Gemeenschapsoverheid een gelijkstelling waartoe door de nationale overheid was besloten, kan intrekken.

Bijgevolg wordt voorgesteld het tweede lid te redigeren als volgt :

"Voor de toepassing van het eerste lid wordt met een benoeming in vast verband gelijkgesteld, de benoeming die als zodanig wordt beschouwd krachtens een beslissing van de Minister van Onderwijs of van de bevoegde Gemeenschapsoverheid".

Artikel 2.

1. Aan het slot van het eerste lid schrijve men :
"... voorwaarden en op dezelfde wijze als de rijksambtenaren, onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen ... (2)".

2. Het derde en het vierde lid moeten in omgekeerde volgorde komen.

(2) Wat de verwijzing naar "dit hoofdstuk" betreft, dient er rekening mee te worden gehouden dat het ontwerp zal worden ingevoegd in het ontwerp van wet houdende sociale en diverse bepalingen.

.../...

Aan het begin van het derde lid, dat het vierde lid wordt, schrijve men : "In afwijking van het tweede lid komen in aanmerking voor deze wet de personen die met toepassing van ...".

Artikel 3.

1. De bepalingen van artikel 3 zijn op dit ogenblik niet noodzakelijk van toepassing op alle personen die onder de toepassing vallen van de pensioenregeling die de ontworpen wet tot stand beoogt te brengen. Dat is bijvoorbeeld het geval met de leden van het onderwijs van sommige provinciale scholen en van sommige scholen die onder openbare centra voor maatschappelijk welzijn ressorteren.

Het zou dan ook beter zijn om te schrijven : "Op de in artikel 1 bedoelde personen zijn van toepassing :".

2. In de bepaling onder 5E schrijve men in de Franse tekst "l'article 11" in plaats van "article 11".

Artikel 4.

Gelet op de in het vierde lid vermelde bewijsmoeilijkheden die de Koning tot taak heeft op te lossen, zou het goed zijn als de personeelsleden voortaan op de

.../...

hoogte zouden worden gehouden van hun opneming in de weddetoelageregeling.

Voorts schrijve men in het eerste lid : "... het niet door de Staat of door een gemeenschap georganiseerde onderwijs, tellen pas mee om aanspraak te kunnen maken op het in artikel 2 bedoelde pensioen en voor de berekening daarvan als de betrokkene ...".

In het vierde lid schrijve men : "... bewijsmoeilijkheden op te lossen die kunnen rijzen ...".

Artikel 5.

Artikel 5 bepaalt :

"Voor de vaststelling van de gemiddelde wedde die tot grondslag dient voor de berekening van het pensioen van de in artikel 1, eerste lid, 2E, bedoelde personeelsleden, wordt uitsluitend het gedeelte van de weddetoelage dat overeenstemt met de baremieke wedde, in aanmerking genomen".

In het tweede lid van de commentaar die in de memorie van toelichting aan dat artikel is gewijd, wordt nader bepaald :

"Er zij op gewezen dat in de hypothese dat omwille van een specifieke situatie de aan het uitgeoefende ambt verbonden weddeschaal lager is dan deze die reglementair in aanmerking genomen wordt voor de vaststelling van de weddetoelage, het deze laatste is die tot grondslag voor de berekening van het pensioen zal dienen".

.../...

De uitleg lijkt in tegenspraak te zijn met de tekst van het ontwerp. De gemachtigde ambtenaar geeft dat toe en gaat ermee akkoord die passage in de memorie van toelichting te wijzigen en te vervangen door een duidelijker tekst.

Artikel 6.

Men schrijve : "... naar rata van 1/55. Voor de leden van het onderwijzend en bestuurspersoneel ... aangerekend naar rata van 1/50".

Artikel 7.

In het eerste en het tweede lid dient het woord "voormelde" vo, 'o, 'r de vermelding van de wet van 14 april 1965 te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12.

Bovendien zou de tekst duidelijker zijn als het eerste lid zou worden opgesplitst in twee zinnen.

In het tweede lid schrijve men : "... de regeling getroffen in artikel 13, 1E, van ...".

Artikel 8.

.../...

Men schrijve "pensionering" in plaats van "opruststelling".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11.

Artikel 12.

Men schrijve : "... aangerekend naar rata van het in artikel 6 van deze wet bepaalde tantième ...".

Artikel 13.

Het woord "voormelde", dat voor de woorden "wet van 21 juli 1844" staat, moet vervallen.

In de ontworpen bepaling schrijve men : "... aangerekend naar rata van 1/55 ...".

Artikel 15.

1. De vermeldingen 1E en 2E, die de leden inleiden, moeten vervallen.

2. Aan het begin van elk lid moet in het Franse "Dans" in plaats van "A" worden geschreven.

.../...

Artikel 16.

1. In de bepaling onder 1E schrijve men : "... bij de wetten van 31 maart 1884 en 21 mei 1991".

2. In de bepaling onder 3E schrijve men : "... bij de wetten van 31 maart 1884, 8 april 1884, 3 juni 1920, 22 januari 1931 en 21 mei 1991".

3. In de bepaling onder 5E is het voldoende om de wijzigingen te vermelden die zijn aangebracht in de artikelen 1, 2 en 4; men schrijve dus :

"5Ede artikelen 1, 2 en 4 van de wet van 18 mei 1912 op ..., gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1969 en 21 mei 1991".

4. In de bepaling onder 9E moet bij de wijzigingsbepalingen de vermelding van de wet van 11 juli 1969 vervallen.

5. Voor de bepaling onder 16E wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 1.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSKI, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSKI, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.